

SOMMAIRE	CHRONIQUE
MULTILATERAL.....2	Le Rapport Schlesinger <i>Par Thérèse DELPECH, directeur des affaires stratégiques au CEA</i>
Union européenne...3	<p>La perte progressive d'une culture de dissuasion après la fin de la guerre froide a de graves conséquences sur la politique de défense. Elle en a notamment sur le contrôle que les autorités politiques et militaires exercent sur la plus puissante des armes. Telles sont les principales conclusions du rapport Schlesinger sur la gestion des armes nucléaires, demandé par le Secrétaire à la Défense Robert Gates à la suite d'un incident très médiatisé sur le transport – non prévu, non autorisé et inconnu de l'US Air Force - d'armes nucléaires entre le Dakota et la Louisiane en août 2007. Ce rapport volumineux, dont la deuxième partie vient d'être publiée, rappelle des vérités dont les grands stratèges américains des années 50, 60, et 70 (Bernard Brodie, Hermann Kahn, William Kaufman, Albert Wohlstetter) seraient horrifiés de constater qu'elles sont à présent tombées dans l'oubli.</p> <p>Parmi celles-ci, la plus importante est la spécificité des armes nucléaires, d'où découle la nécessité de les traiter <i>à part</i> dans l'appareil de défense et à un niveau élevé de la hiérarchie. La suppression en 1991 du <i>Strategic Air Command</i> (SAC), qui avait pour seule mission de gérer l'arsenal nucléaire américain, a eu pour premier effet de faire perdre de vue que la plus délicate des missions du Département de la Défense, sa mission nucléaire, ne pouvait être dissoute dans un ensemble plus vaste qu'en prenant des risques potentiellement intolérables. Un autre effet a été de ne plus pouvoir identifier une autorité militaire de rang supérieur responsable des armes nucléaires en tant que telles et d'elles seules.</p> <p>Quand les États-Unis ont jugé plus moderne, mieux adapté à l'ère nouvelle, logique en quelque sorte après la fin de la guerre froide, de fondre le célèbre SAC dans un nouveau commandement, l'<i>Air Force Space Command</i>, des responsabilités, des méthodes de travail, des types de contrôle uniques dans le domaine nucléaire ont perdu leur spécificité. Il a fallu l'incident presque invraisemblable d'août 2007 pour prendre conscience des conséquences de cette fusion.</p> <p>La réaction a été rapide sur le plan politique : les analyses du rapport ont conduit Robert Gates à conclure dès la parution du premier volume, en septembre 2008, que le retour à une organisation spécifique était souhaitable. Depuis, des élections ont porté au pouvoir une nouvelle administration, qui a rapidement pris la décision de conserver le Secrétaire à la Défense de George W. Bush. On peut en déduire qu'il sera écouté. Mais aucun changement institutionnel ne sera adopté avant plusieurs mois, quand les principaux responsables du DOD seront confirmés. Et l'on sait à quel point il est difficile de revenir sur des décisions d'organisation, surtout quand elles comportent des intérêts industriels majeurs.</p> <p>Certes, la mission nucléaire est plus circonscrite au début du XXIème siècle qu'elle ne l'était au temps de la guerre froide. Et il est normal que les responsables militaires consacrent plus de temps aux conflits du Moyen-Orient, d'Afghanistan, ou des Balkans, qu'à la possibilité d'un échange nucléaire. Mais ces platitudes ne signifient pas que le niveau - sinon l'ampleur - de l'attention portée à ces armes entre 1945 et 1991 doit baisser, ni que les modes de pensée et d'action qui s'appliquent aux armes conventionnelles peuvent sans danger être transférés aux armes nucléaires. La puissance des armes nucléaires n'a pas changé. Leur rôle de dissuasion, <i>y compris de dissuasion élargie</i> pour de nombreux pays protégés par les États-Unis, non plus. Cette mission deviendra de plus en plus difficile si la culture nucléaire continue de faiblir.</p>
PAYS.....4	
Nucléaire.....4	
Biologique.....5	
Chimique.....5	
Vecteurs.....5	
CRISES & TRAFICS....6	
MISCELLANÉES.....6	
PUBLICATIONS.....7	
SEMINAIRES.....8	
Agenda.....8	

MULTILATERAL

AIEA : une banque internationale de combustible en 2009 ?

Cinquante-deux ans après la création de l'AIEA, celle-ci serait-elle en train de concrétiser l'ambition d'une gestion multilatérale du cycle du combustible nucléaire ? On se souvient qu'un premier groupe d'experts avait été créé en août 2004 par l'Agence de Vienne, sous la présidence de Bruno Pellaud, afin d'identifier les différents moyens de garantir la fourniture de combustible nucléaire sans risque de prolifération. Grâce à un don de 50 millions de dollars de Warren Buffet à la *Nuclear Threat Initiative* (NTI) en septembre 2006, l'amorce d'une banque de combustible sous l'égide de l'AIEA avait pu voir le jour à une condition : l'homme d'affaires américain avait exigé que un ou plusieurs États contribuent à hauteur de 100 millions de dollars avant de débloquer sa propre contribution.

Depuis, le Congrès des États-Unis a alloué 50 autres millions au projet (décembre 2007). Dans la foulée, la Norvège s'est également engagée à soutenir l'initiative à hauteur de 5 millions de dollars (février 2008), et les Émirats Arabes Unis ont suivi en août 2008 pour 10 millions de dollars. A cette date, le directeur général de l'AIEA a obtenu que la date limite de septembre 2008 fixée pour parvenir à la somme minimale soit reportée d'un an. Dans ce contexte, l'engagement récent de l'UE, à hauteur de 25 millions d'euros (soit environ 32 millions de dollars), semble déterminant puisqu'il resterait un reliquat d'environ 3 millions de dollars à trouver pour boucler un premier financement, et donc assurer le lancement de l'initiative.

Mais quels sont véritablement les termes de l'engagement de l'UE à participer au projet de l'AIEA ? Un tel engagement a donc été officialisé en décembre 2008. Selon Javier Solana en effet, qui s'est exprimé lors d'une conférence organisée au Parlement européen le 9 décembre par le PSE (« *Peace and Disarmament : A World without Nuclear Weapons ?* »), « *yesterday in the Council, we decided to support the IAEA nuclear fuel bank with a contribution of up to 25 million euros for its construction. (...) We want the bank to be established very soon. In any case before the next NPT Review Conference in spring 2010.* » Or, le dernier rapport sur la mise en œuvre semestrielle de la Stratégie de l'UE contre la prolifération des ADM (voir page 3), publié huit jours après le séminaire du PSE, est plus nuancé : « *the UE is 'seriously considering' a financial participation to the fuel bank once its modalities have been approved by the IAEA Board of governors. (...) In order to cover the still existing financial gap for this undertaking, an amount of 25 Meuro is being considered.* »

Une telle différence de ton n'est peut-être pas significative. L'on peut aussi penser que ce sont précisément les modalités de mise en œuvre du projet — elles doivent être approuvées par le Conseil des gouverneurs de l'Agence — qui posent encore problème entre les futurs donateurs et expliquent la relative réserve de l'engagement institutionnel européen. A 3 millions de dollars du but, il risquerait d'être dommageable à la conférence d'examen du TNP de 2010 que le projet ne puisse voir le jour, alors que l'article 4 du traité en sera l'un des grands enjeux.

Les États-Unis ont ratifié le Protocole additionnel aux accords de garantie de l'AIEA

Trois semaines avant de quitter la Maison Blanche, le président George W. Bush a signé mardi 6 janvier 2009 l'instrument de ratification du Protocole additionnel aux accords de garantie de l'AIEA. Pour mémoire, le Protocole avait été adopté par le Sénat en 2004 mais l'administration avait traîné à adopter les structures de contrôle nécessaires à sa mise en œuvre. Le résultat d'aujourd'hui est notamment dû aux efforts de persuasion du Sénateur Richard Lugar



L'ambassadeur américain G. Schulte et le directeur général de l'AIEA M. ElBaradei (Photo P. Pavlicek/AIEA)

(R-ind.)

Naturellement, en tant qu'État doté de l'arme nucléaire (EDAN), les États-Unis n'ont pas ratifié le même outil que les États non dotés (le protocole additionnel est aujourd'hui en vigueur dans 89 États au total). En particulier, l'Agence ne bénéficie pas du droit d'accès aux lieux et équipements exclus par les États-Unis au titre de la *National Security Exclusion*. Cette disposition permet de restreindre l'accès des inspecteurs à tous types d'installations liées, directement ou indirectement, à la sécurité nationale. Selon NTI, « *the United States plans for the protocol to provide agency officials with a better understanding of industrial-scale nuclear activities. Such understanding would give inspectors greater ability to detect covert activities in non-nuclear-weapon states.* » Il reste que le geste américain a surtout valeur de symbole au regard du renforcement du régime global de non-prolifération nucléaire.

Désormais, les cinq EDAN disposent d'un Protocole additionnel en vigueur.

Actualité de la CIAC



La treizième session de la conférence des États parties à l'OIAIC, qui s'est tenue à La Haye du 2 au 5 décembre 2008, n'a pu donner lieu à l'adoption par consensus d'un rapport final, la conférence achoppant sur la question des

progrès réalisés par les États bénéficiant d'un report de délai pour la destruction de leurs stocks d'armes chimiques de catégorie 1 (voir page 5). Le sujet continue donc de perturber le processus d'examen du traité (au 31 octobre 2008, 41,8% de la totalité du stock déclaré d'armes de catégorie 1 a été éliminé).

Il faut également noter que l'année 2008 a vu la Corée du Sud devenir le

deuxième État possesseur d'armes chimiques à éliminer la totalité de son stock (10 juillet 2008), après l'Albanie en 2007. Par ailleurs, l'accession de l'Iraq à la CIAC, formellement attendue depuis septembre 2008, est effective depuis le 13 janvier 2009, conformément à la Constitution du pays (adoptée en octobre 2005) qui interdit le développement d'armes nucléaires et chimiques. La CIAC compte désormais 186 États parties.

UNION EUROPEENNE

PFUE et non-prolifération : le bilan



Crédit photo : Conseil de l'UE

On se souvient que le lancement de la présidence française de l'Union européenne (UE) s'était accompagné dès juillet 2008 du lancement d'un vaste chantier d'examen de la Stratégie européenne de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM), de 2003 (voir *ONP N°29*). Baptisé « *New lines for action by the European union in combating the proliferation of weapons of mass destruction and their means of delivery* », le résultat de la réflexion menée au cours des six mois de la présidence française est un schéma opérationnel. Le nouveau plan d'action se donne quatre objectifs à remplir d'ici 2010 et entend se déployer dans sept directions (voir encadrés).

Premier front de la lutte, la connaissance et l'anticipation doivent être accrues par la mise à jour des risques et des menaces auxquels les pays de l'UE font face. Cette mise à jour s'appuiera en particulier sur le travail de centres de recherche européens indépendants, appelés à fonctionner en réseau pour cette mission.

Deuxième front, la prévention doit s'appuyer sur la lutte contre les transferts intangibles et la protection des connaissances. Il faut s'attendre sur ce plan à un accroissement de la vigilance consulaire, terme dont les modalités restent tout de même à définir. Toujours à ce chapitre, sont préconisées l'adoption de codes de conduite et la mise en œuvre de moyens permettant l'amélioration de la prise de conscience du phénomène proliférant par les milieux sensibles mais habituellement étrangers à de tels risques de sécurité (universités, institutions financières, etc).

L'interception et la sanction constituent le troisième front du plan d'action au titre duquel sera recherché un accord au niveau européen pour criminaliser les transferts illégaux, le courtage et le trafic des ADM.

Aux plans de la coopération et du soutien, un document biannuel sera rédigé qui définira les priorités géographiques pour la coopération de l'UE avec les pays tiers ; la prise en compte de la clause de non-prolifération dans les accords passés avec les pays tiers sera en outre améliorée et évaluée *ex-post*.

Enfin, la coordination au sein des organes de l'Union doit être améliorée par l'implantation d'une culture administrative commune liée à la lutte contre la prolifération *via* des programmes de formation (théorie et visites de sites).

A l'évidence, le bilan de la PFUE en matière de non-prolifération est particulièrement dense. En revanche, l'ambition du nouveau plan d'action est telle qu'il semble d'ores et déjà très difficile de parvenir à atteindre l'ensemble des objectifs fixés d'ici 2010, comme le requiert le Conseil. Un bilan d'étape est attendu pour la mi-2009.

Les quatre objectifs

1. Rendre prioritaires les questions de non-prolifération au sein de l'UE
2. Identifier les meilleures pratiques et les diffuser
3. Encourager une meilleure coordination entre États
4. Identifier les domaines où l'action de l'UE doit être intensifiée

Les sept champs d'activité

1. Réaliser une évaluation du risque et de la menace
2. Accroître la prise de conscience des cercles scientifiques, académiques, et des institutions financières
3. Intensifier la coopération avec les pays tiers sur le contrôle des exportations
4. Mettre en place des mesures de lutte contre les transferts de connaissances et de savoir-faire
5. Intensifier les efforts pour lutter contre les flux de prolifération et sanctionner les actes
6. Lutter contre le financement de la prolifération
7. Accroître la collaboration avec les organisations internationales et régionales

Dixième rapport semestriel sur la Stratégie de l'UE contre la prolifération des ADM

Entériné par le Conseil de l'UE les 8 et 9 décembre 2008, le dernier rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie européenne contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM) a été publié le 17 décembre 2008. Ce document prend naturellement acte de l'adoption par le Conseil de l'UE du nouveau plan d'action (voir article ci-dessus) : « *EU (...) focused on an internal reflection on how to strengthen the implementation of the WMD Strategy through action-oriented initiatives.* »

Malgré l'intérêt évident de ce rapport pour suivre l'avancée des actions communes en cours, notons, cette fois, quelques défauts de mise à jour et manques de précisions.

<http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/08/st17/st17184.en08.pdf>

L'UE et la Convention chimique

Représentant permanent de la France auprès de l'OIAC, l'ambassadeur Jean-François Blarel s'est prononcé au nom de l'UE à la 13e session de la Conférence des États Parties de l'OIAC, le 2 décembre 2008.

Rappelant que par ses États membres, l'UE est le premier contributeur au budget de l'OIAC, l'ambassadeur Blarel a rappelé que trois actions communes ont déjà été adoptées (sur l'universalité, la mise en œuvre et la coopération). Une quatrième est en préparation, qui devrait insister sur les contacts de l'OIAC avec les entreprises, les ONG, les organisations internationales et les instituts de recherche. La liste des priorités pour la mise en œuvre de la Stratégie de l'UE, actualisée en juin 2008, estime entre 1.5 et 2 millions d'euros le budget pour cet instrument à venir.

Rappelant aussi le souci européen de « multilatéralisme réel », la déclaration souligne que « l'adhésion ne suffit pas. Nous appelons les États parties à une participation active. » Aujourd'hui encore, plus de 50% des États parties à la CIAC ne possèdent pas de législation complète de mise en œuvre.

ENJEUX PAYS : NUCLEAIRE

États-Unis : la transformation du complexe nucléaire

La transformation du complexe nucléaire américain est une question qui se pose depuis la fin de la guerre froide. Elle a été marquée par le moratoire sur les essais nucléaires de 1992, le lancement du *Stockpile Stewardship Program* (SSP) en 1998, les avancées de l'*arms control* bilatéral stratégique américano-russe et la *Nuclear Posture Review* (NPR) de 2001.

La « transformation » en cours repose officiellement sur le programme de la *National Nuclear Security Administration* (NNSA) à l'horizon 2030 : accélération du démantèlement de l'arsenal issu de la guerre froide, modernisation du complexe afin de le rendre rentable, intégré et interdépendant, maintien des capacités scientifiques et technologiques.

En réalité, les trois grands laboratoires nucléaires nationaux — Los Alamos, Livermore, Sandia - formulent une analyse moins positive de la transformation : l'âge des têtes nucléaires en service, le manque de systèmes de sûreté, de sécurité et de contrôle de certaines têtes, la perte d'expertise technique et la détérioration des infrastructures du complexe sont leur principaux motifs d'inquiétude. Enfin, le débat sur le nombre de têtes nucléaires de l'arsenal est aujourd'hui très vif (voir page 8).

La question de la transformation a ressurgi au cours de l'année 2008 au Congrès (doutes à propos du programme *Reliable Replacement Warhead* — RRW) et à l'occasion de l'élection de Barack Obama à la Maison Blanche. Les promesses du candidat démocrate en matière d'*arms control* bilatéral et de désarmement ont naturellement nourri l'inquiétude du complexe nucléaire, qui s'attend à ce que ses intérêts ne soient pas prioritaires dans l'agenda du Président.

A ce sujet, la forte présence médiatique actuelle de Ellen Tauscher, présidente démocrate de la sous-commission des forces stratégiques à la Chambre des Représentants, n'est pas anodine. Annonçant la future NPR pour la fin de l'année 2009, cette dernière fait d'ores et déjà valoir que seule une analyse complète de la menace sera à même de présider au dimensionnement de la force et, donc, à la forme que doit prendre le complexe. Néanmoins, E. Tauscher répète à l'envie sa confiance dans le SSP (« *an enormously successful program* ») et la nécessité de détruire les armes non déployées (« *weapons need to be dismantled and destroyed, not put on blocks in a garage* »).

Les sites du complexe nucléaire américain

Sites	Employés	Activités
Los Alamos	9000	Design et développement des armes Sûreté et fiabilité des explosifs nucléaires
L. Livermore	7800	Design et développement des armes Sûreté et fiabilité des explosifs nucléaires
Sandia NM	7000	Design, développement et production des composants non nucléaires
Sandia CA	1000	Ingénierie pour les programmes de Livermore
Pantex	3500	Certification de la sûreté et de la fiabilité Démantèlement des composants nucléaires
Kansas City Plant	2800	Production des composants non nucléaires Soutien aux activités de maintenance
Y-12	6000	Production d'uranium hautement enrichi Démantèlement des composants nucléaires
Savannah River Site	?	Recyclage des matériaux fissiles des armes
Nevada Test Site	2800	Essais nucléaires jusqu'à 1992 Expériences sous-critiques depuis 1992

Pakistan : le président Zardari se prononce sur le « no first use »

Invité à parler dans le cadre d'une vidéo-conférence organisée à New Delhi par le *Hindustan Times* le 22 novembre 2008, le président pakistanais Asif Ali Zardari a fait une déclaration qui, sur le coup, a surpris nombre de commentateurs régionaux, d'Islamabad à Sydney et de New Delhi à Pékin.

Interrogé sur la question nucléaire, le Président a déclaré : « *we will most certainly not use it first. (...) I don't agree to nuclear weapons. I hope we never get to that position. (...) I am against nuclear warfare altogether.* » Et A. Zardari d'ajouter : « *Let's sign a south Asia non-nuclear treaty and I can say this with full confidence—that I'm sure I can get my Parliament to agree upon that. Can you say the same?* » Depuis, l'Inde n'a pas répondu officiellement et il ne semble pas que le Pakistan ait donné suite de manière plus formelle à ces déclarations.

Depuis les essais nucléaires pakistanais et indiens de 1998, l'Inde a proposé à plusieurs reprises à son voisin un accord de « *no first use* » (« non usage en premier de l'arme nucléaire ») que ce dernier a toujours refusé. En effet, si la doctrine nucléaire du Pakistan n'a jamais été clairement énoncée, elle est largement fondée sur le principe d'ambiguïté et, en particulier, sur le refus du « *no first use* », dans la mesure où la forte supériorité des forces conventionnelles indiennes ne peut permettre au pays d'exclure, à des fins dissuasives, la possibilité d'une première frappe nucléaire en cas de conflit conventionnel. Du reste, même si les positions doctrinales pakistanaises sont rares en matière nucléaire, quatre cas d'emploi ont été formulés en cas d'échec de la dissuasion, dont celui d'une attaque indienne suivie d'une occupation importante du territoire, et celui d'une destruction significative des forces terrestres et aériennes pakistanaises, quels que soient les moyens utilisés.

Pour le moins, les déclarations du président Zardari semblent donc avoir fait vaciller un pilier de l'équilibre stratégique bilatéral. De l'avis de nombreux experts régionaux, il se peut aussi que les propos tenus n'aient pas été pleinement réfléchis en termes doctrinaux. S'ils ne sont pas repris en 2009, il n'auront été qu'un énième exemple de positionnement déclaratoire auquel les deux pays sont habitués.

ENJEUX PAYS : BIOLOGIQUE, CHIMIQUE, VECTEURS

BIOLOGIQUE / CHIMIQUE

Bilan du désarmement chimique des États-Unis et de la Russie à l'issue de la réunion des États parties de la CIAC

Du 2 au 5 décembre 2008 s'est tenue la 13^{ème} conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques (CIAC). La CIAC a été conçue comme un traité de désarmement multilatéral, mais également comme un instrument de non-prolifération, vocation que les États-Unis et la majorité des pays occidentaux souhaiteraient renforcer. Toutefois, les idiosyncrasies de l'Administration Bush, focalisées sur l'imposition de normes de non-prolifération aux autres États plutôt qu'à la mise en conformité des États-Unis à l'égard de leurs engagements, ont placé Washington dans une situation inconfortable.

Selon toute probabilité, les États-Unis seront incapables de respecter la date

butoir de 2012 pour le démantèlement de leur stock d'armes chimiques. Actuellement, 56% du stock total (31 500 tonnes) a été éliminé, dont la totalité des agents binaires et 96% des neurotoxiques. Toutefois, l'élimination des stocks résiduels ne prendra probablement pas effet avant 2023. *Blue Grass*, la dernière installation américaine en construction destinée à la destruction des derniers stocks de VX, de GB et de gaz moutarde, ne sera pas opérationnelle avant 2017 (au mieux). L'exigence du Congrès de finaliser la destruction du stock pour 2017 ne pourrait être respectée que par un refinancement approfondi du programme.

En tout état de cause, les États-Unis, qui ont détruit la part la plus létale de leur stock (les opérations à *Blue Grass* ne porteront que sur les 2% restant du stock total), se trouveront donc contraints de négocier un nouveau délai, limitant leurs marges de manœuvre dans leurs futures initiati-

ves visant à renforcer le caractère non proliférant de la CIAC.

La situation est quelque peu différente en Russie, qui doit encore détruire plus de 28 000 tonnes d'agents toxiques (sur un total initial de 40 000 tonnes). Des doutes sérieux existent sur la capacité de la Russie à remplir ses objectifs pour 2012, même s'il est évident que le retard est plus lié à la dégradation de la situation industrielle et économique du pays dans les années 1990 et à l'importance du stock qu'à une absence de motivation politique. Tout au contraire, de nombreux observateurs estiment que Moscou tentera par tous les moyens de tenir ses engagements. Les Russes ont d'ailleurs annoncé un plan de 4,7 milliards de dollars pour finaliser le programme de destruction. Il est à souligner que, selon l'agence *RIA Novosti*, la Russie n'aurait perçu que 25% des 2 milliards de dollars promis par la Communauté internationale lors du sommet du G-8 de Kananaskis en 2002.

VECTEURS

Le système d'alerte avancé américain

Le 15 décembre 2008, le STRATCOM a annoncé la certification opérationnelle du premier satellite en orbite elliptique très allongée (*Highly Elliptical Orbit* – HEO-1) de la constellation SBIRS (*Space Based Infra Red System*) et des systèmes au sol qui lui sont dédiés. Un deuxième satellite (HEO-2), déjà en orbite, devrait entrer en opération en 2009. Il s'agit d'un événement significatif, la constellation SBIRS devant permettre une modernisation du système américain de détection avancé de tirs de missiles balistiques. Initialement prévue pour compter 2 HEO et neuf satellites géostationnaires (GEO), la constellation ne comptera finalement que 2 HEO et 2 GEO, du fait de l'explosion des coûts et des délais de développement. La finalisation du programme, estimée à 4,1 milliards de dollars à son lancement en 1996, est désormais évaluée à plus de 10 milliards de dollars.



La constellation SBIRS devait remplacer l'ancien système d'alerte avancé américain *Defense Support Program*. Du fait de la réduction du nombre de satellites GEO du programme SBIRS, le DoD s'est ouvert en 2006 une option alternative dénommée *Alternative Infrared Satellite System* (AIRSS), destinée à tester et à mettre en œuvre de nouvelles voies technologiques pour la composante haute de SBIRS. La logique présidant au lancement de l'AIRSS soulève néanmoins des interrogations, puisqu'alors que le SBIRS rencontrait d'importants problèmes de développement, générant une surcharge financière, l'AIRSS visait à la fois à assurer la continuité du DSP et « stimuler » le SBIRS en ouvrant la possibilité d'une évolution technologique du programme lui-même (concept de satellite infrarouge de 3^{ème} génération, désigné comme 3GIRS). Le GAO estimait en 2007 que le DoD, initiateur de cette option de 3,3 milliards de dollars, n'avait qu'une idée imparfaite de ce que l'AIRSS pouvait offrir. Bien que la durée de vie opérationnelle de la dernière série des systèmes DSP mis en orbite ait été doublée (plus de 10 ans) et qu'une dizaine d'entre eux soient encore en service (le dernier satellite – DSP-23 – ayant été lancé en novembre 2007), les déficiences du SBIRS et les lourdes incertitudes exprimées quant aux capacités de l'industrie à produire le premier satellite AIRSS à l'échéance prévue (2015) laissent entrevoir un déficit capacitaire possible d'ici une décennie.

Dans un certain sens, la question capacitaire demeure relative, puisque les DSP ont démontré leur fiabilité et qu'à court terme, les États-Unis ne risquent pas de voir s'accroître le risque balistique dans une mesure telle que la sécurité du pays soit remise en question. Les multiples avatars du SBIRS illustrent en revanche les limites rencontrées dans le processus de développement et d'acquisition du programme militaire spatial, qui ne tient qu'insuffisamment compte des contraintes techniques et financières. Par ailleurs, les États-Unis sont en mesure de faire jouer la concurrence entre les industries (SBIRS 1^{ère} option/Lockheed Martin, AIRSS Northrop/Grumman, Boeing/TSAT), concurrence souvent inexistante dans d'autres pays. Les déboires du DoD devraient donc être soigneusement étudiés en Europe, puisque l'acquisition de système d'alerte avancé semble être à l'ordre du jour.

CRISES & TRAFICS, MISCELLANÉES

Le programme Second Line of Defense

Second Line of Defense (SLD), géré par la *National Nuclear Security Administration* (NNSA), est un programme visant à installer des instruments de détection de matières radioactives (détecteurs portatifs, portails, etc.) à l'extérieur des États-Unis pour prévenir leur entrée illégale sur le territoire. Initié en 1998, à destination de la Russie et des États de la CEI, il a été étendu après les attentats du 11 septembre à la demande de la Commission 9/11. Le programme a été financé à hauteur de 266 millions de dollars en 2008 et se divise en deux composantes principales.

Le « *Core Program* », lancé en 1998, vise essentiellement à contrôler les ports, aéroports et frontières de la Russie, des États de la CEI et d'autres pays sensibles (Grèce, Slovaquie, Slovénie, Mongolie en bénéficient déjà) afin de détecter les mouvements illégaux de matières radioactives. Sur les 350 à 380 sites russes identifiés comme justifiant la mise en place de systèmes de détection, 117 ont déjà été équipés. Les coûts d'installation et de gestion sont partagés entre la NNSA et la Commission d'État des douanes russes. Les équipements sont fournis par les États-Unis, qui en assurent la maintenance et les laisseront à disposition de la Russie dans les années qui viennent. 100 à 120 sites supplémentaires ont été identifiés hors de la Russie et seront sécurisés en fonction des accords bilatéraux que les États-Unis établiront avec les récipiendaires potentiels.

Plus ambitieux, et d'une portée sans doute très supérieure, la seconde composante de *Second Line of Defense*, *Megaport*, vise, idéalement, à contrôler la totalité du trafic de containers entrant sur le territoire américain par l'installation de détecteurs dans les 75 plus grands ports de la planète d'ici 2014, sachant que 1 200 ports présentent un risque potentiel et que 700 ports desservent les États-Unis. Par ailleurs, 100 millions de containers sont quotidiennement en transit. 12 pays ont déjà accepté de mettre en place des dispositifs de contrôle dont Singapour, la Belgique, Dubaï et les ÉAU ou encore Taiwan. La viabilité de ce programme est cependant difficile à estimer : la sécurisation des grands ports est une tâche complexe, autant pour des raisons physiques (difficultés de détection, usure prématurée des équipements), que pour des raisons économiques. La durée de transit d'un container dans un port comme Singapour n'excède pas en moyenne 24 heures, et les volumes de containers en transit interdisent toute inspection systématique. Parallèlement, les zones franches économiques, où les contrôles administratifs et douaniers sont délibérément allégés, se multiplient en Asie comme dans les pays du Golfe. Le projet *Megaport* complète d'autres projets relatifs au trafic du fret, notamment la *Container Security Initiative* et la *Secure Freight Initiative*. Cette dernière est encore aujourd'hui un projet pilote visant au contrôle de l'ensemble des containers entrant sur le territoire américain à partir de six ports (au Pakistan, Honduras, Royaume-Uni, Oman, Corée du Sud, Singapour).



Crédit photo : OSCE

Les succès rencontrés par la SLD n'apparaissent pas encore probants. Les autorités américaines reconnaissent deux prises — l'une en Arménie et l'autre dans un port indien, ce qui ne semble pas justifier l'investissement consenti. Toutefois, la multiplication des instruments de détection contribue à en abaisser les coûts, et multiplie mécaniquement la probabilité de prise. Concernant *Megaport*, le Congrès ayant exigé que tous les containers entrant soient sécurisés pour 2012, le programme peut être considéré non seulement comme un accélérateur technologique mais également comme le créateur de nouvelles normes, qui, à terme, risquent de s'imposer à tous.

La crise coréenne : quelles évolutions en perspective ?

Alors que les négociations avec la Corée du Nord butent sur la question de la vérification du programme nucléaire, quelles sont les perspectives d'évolution pour 2009 ? De l'avis général, tout dépendra de l'attitude de la nouvelle administration américaine et des évolutions internes en Corée du Nord. Barak Obama a fait savoir, lors de la campagne, qu'il souhaiterait rencontrer Kim Jong-il durant la première année de son mandat alors que l'approche de l'équipe de négociateurs américains devrait sensiblement s'assouplir. Toutefois, certaines incertitudes demeurent. Même si la santé de Kim Jong-il serait en nette amélioration, nul ne sait vraiment quelles peuvent être les orientations futures du régime et comment se dessineront les rapports de force au sein de l'administration nord-coréenne. Fin 2008, la majorité des analyses anticipaient que la future posture de négociation de Pyongyang reproduirait, au mieux, la posture actuelle, et, au pire, qu'une éventuelle crise de succession conduirait à un inévitable durcissement. La détérioration de la relation entre les deux Corées et l'approche moins coopérative de la Russie laissent d'ailleurs envisager des blocages supplémentaires.

Selon l'agence sud-coréenne *Yonhap*, le message de nouvelle année du régime nord-coréen laisse cependant envisager un scénario moins sombre, puisqu'il appelle à une dénucléarisation de la péninsule et se focalise essentiellement sur les défis économiques qui attendent le pays. De fait, la crise économique internationale risque d'accentuer considérablement la crise économique interne et contraindre Pyongyang à rechercher et accepter toute forme d'aide. Cette nouvelle ouverture est peut-être déjà perceptible puisque, alors que les relations entre les deux Corées sont supposées être au plus bas, des représentants sud-coréens se sont rendus à Pyongyang le 14 janvier 2008 pour évaluer la possibilité de l'achat de 14 000 barres de combustible non usagé (soit environ 100 tonnes d'uranium), reliquat du démantèlement de Yongbyon. Le transfert de ce combustible célerait définitivement le sort du réacteur ; sa vente à la Corée du Sud — qui n'est encore qu'une hypothèse — marquerait indubitablement un renouveau dans les relations intercoréennes et annoncerait probablement un déroulement plus apaisé des négociations.

RECHERCHE : PUBLICATIONS ET RESSOURCES WEB

« Prolifération, Non-Prolifération », *Défense Nationale*, Hors Série, 186 pages



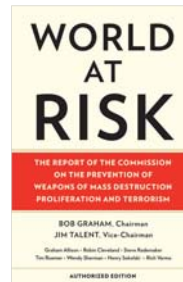
La revue *Défense Nationale* a publié au mois de décembre 2008 un hors série abordant les multiples aspects de la prolifération et de la non-prolifération. Réunissant 19 auteurs issus du Ministère de la défense, du CEA, de centres de recherche français et étrangers, du monde universitaire ou de l'industrie, l'ouvrage est divisé en cinq dossiers thématiques portant sur la prolifération nucléaire et balistique, la prolifération des ADM, le nucléaire civil et les risques technologiques.

Si l'ensemble donne un aperçu global de la problématique, l'architecture de l'ouvrage traduit l'état d'esprit ambiant : les deux dossiers principaux abordent extensivement la prolifération nucléaire et la renaissance du secteur nucléaire civil, les risques de prolifération chimique et biologique, dont la probabilité est en soi au moins égale mais dont la visibilité est bien moindre, n'étant que marginalement abordés.

Notons toutefois l'article du capitaine de vaisseau Emmanuel Carlier (DAS), qui, s'appuyant sur le séminaire de la DAS portant sur la prolifération à l'horizon 2040 (12 juin 2008, voir *ONP N°28*), dresse une évaluation prospective de la menace. A noter également : l'article faisant le point sur les enjeux proliférants des nanotechnologies, ainsi que les différents articles sur la renaissance du nucléaire, qui donnent les points de vue complémentaires du Ministère de la défense, du CEA et de l'industrie. L'ensemble tend à démontrer que la commercialisation intensive de réacteurs de puissance ne présenterait qu'un risque proliférant marginal, les États privilégiant désormais la filière de la centrifugation, plus facile et plus rapide à mettre en œuvre. L'internationalisation de la filière du combustible demeure cependant complexe à établir et des accords de renonciation au développement de cette filière pourraient éventuellement lui être préférés. François Scheer (Areva) fait néanmoins remarquer que la diffusion des technologies nucléaires présente *de facto* un risque : « tout investissement dans cette énergie est un investissement pour un siècle. Que vaudront dans quelques cinquante à soixante ans certains engagements pris aujourd'hui au nom de la non-prolifération », s'interroge-t-il ?

Soulignons enfin deux articles sur le HCOC et la prolifération balistique iranienne, qui mettent en perspective les difficultés liées au développement des missiles balistiques, les risques potentiels à terme et les instruments disponibles pour contingerer la menace.

World At Risk : The Report of the Commission on the Prevention of WMD Proliferation and Terrorism, Vintage Book, New York, décembre 2008, 132 pages



Produit à l'usage des décideurs politiques américains et du grand public, *World at Risk* est un rapport réalisé par la *Commission on the Prevention of WMD Proliferation and Terrorism*, mandatée par le Congrès américain en 2008 pour évaluer les politiques adoptées par l'Administration dans le domaine de la lutte contre la prolifération biologique et nucléaire. Le rapport souligne, exemples à l'appui, l'existence de risques liés au déficit de sécurité autour de certaines installations de recherche biologique américaines, notamment au niveau de certains laboratoires BSL 4, et met en exergue les limites actuellement rencontrées dans la lutte contre les trafics de matières nucléaires.

Une série de recommandations permet d'identifier les points sur lesquels l'Administration américaine devrait faire porter des efforts particuliers, au niveau intérieur comme international. L'utilité réelle de ces recommandations est cependant difficilement perceptible, la plupart d'entre elles apparaissant comme une succession de poncifs et de lieux communs. Au niveau intérieur, la Commission recommande que les États-Unis mettent « en place une série de mesures internes coordonnées pour empêcher le bioterrorisme » ou concourent à instaurer « au niveau international, une série de mesures coordonnées pour empêcher la prolifération des armes bactériologiques et le terrorisme ». Il est également recommandé à la future administration d'inciter le Pakistan à régler le problème du terrorisme dans les zones tribales ou de faire cesser les programmes proliférants iraniens et nord-coréens.

Par ailleurs, le ton général du rapport, alarmiste et manichéen, n'en renforce pas la crédibilité, même si la volonté affichée des auteurs de renforcer la perception du risque est des plus louables.

L'annexe 1, qui fait une estimation des avancées réalisées dans le cadre des programmes de coopération mis en place par le DoE en Russie, présente par contre un réel intérêt, en détaillant ces programmes vitaux pour la non-prolifération.

Remise des prix de thèse et de mémoire de l'IHEDN 2008



Mardi 13 janvier 2008 ont été remis par le général de corps aérien Laurent Labaye les prix de thèse et de mémoire de l'IHEDN. Le prix de thèse a été attribué à Xavier Pacreau pour son travail sur « *La légitime défense préventive* », réalisé sous la direction du Professeur Serge Sur, et soutenu à l'Université Panthéon Assas Paris II.

Le premier prix de mémoire a été attribué à Thibault de Guillebon (« *La géopolitique du gaz et la maîtrise des risques en Europe : la stratégie de Gazprom ou les ambitions du Kremlin* »), réalisé sous la direction du Professeur Nicolas Haupaïs (Panthéon Assas Paris II) et le second prix à Khadidja Guebache (« *La place de l'Iran et de la Syrie sur*

la scène internationale depuis l'arrivée au pouvoir de MM. Mahmoud Ahmadinedjad et Bachar Al-Assad »), réalisé sous la direction de M. Gilles Andréani (Panthéon Assas Paris II).

RECHERCHE : DU COTE DES SEMINAIRES

« *Le retour d'un grand débat nucléaire : abolition, dissuasion, prolifération* »

Le « Club Participation et Progrès » a organisé à l'Assemblée Nationale à Paris lundi 15 décembre 2008 une conférence animée par Camille Grand, directeur de la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), sur le renouveau du débat nucléaire dont l'année passée a donné nombre d'illustrations : second article Nunn, Perry, Shultz, Kissinger dans le *Wall Street Journal*, Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement sous l'égide du Japon et de l'Australie, Initiative « *Global Zero* », etc.

Selon Camille Grand, le renouveau du débat nucléaire s'inscrit dans un contexte marqué par l'accélération de la prolifération, le déplacement des enjeux de l'Europe à l'Asie, le regain d'intérêt occidental pour l'abolition des armes, et la demande croissante d'accès à l'énergie nucléaire civile dans le monde.

Dans ce contexte, la prolifération reste « la question première et centrale : soit le processus de prolifération aujourd'hui en cours en Iran et en Corée du Nord est enrayé et nous pouvons aborder le XXI^e siècle nucléaire avec une certaine sérénité, soit ce n'est pas le cas et l'avenir s'annonce sombre. » Par ailleurs, si le renouveau de l'abolitionnisme propose une relecture de la place de l'arme nucléaire dans les politiques de sécurité, il reste que la réalité des arsenaux et des postures propres aux États nucléaires reconnus, comme ceux du seuil, nécessite désormais la réouverture d'un autre débat : celui sur la dissuasion.

« *First Annual Nuclear Deterrence Summit* »



Moins de deux mois avant l'installation du nouveau Président élu à la Maison Blanche, un séminaire de haut niveau sur la force de dissuasion nucléaire américaine s'est tenu à Washington, organisé par le *Exchange Monitor Publications & Forums* (02 – 05 décembre 2008). L'événement a été l'occasion de proposer un bilan de la transformation du complexe nucléaire national, sept ans après l'adoption de la dernière *Nuclear Posture Review* – NPR (l'ensemble de la conférence s'est déroulée selon les règles de *Chatham House*).

La très forte présence des représentants des laboratoires nationaux comme du reste du complexe (neuf sites sur l'ensemble du territoire, voir page 4) a conféré au séminaire de Washington le caractère d'une tribune pour la communauté américaine du nucléaire de défense, et fourni les contours d'un débat à suivre tout au long de cette année :

- Si la force de dissuasion nucléaire américaine a été globalement décrite comme une nécessité historique qui doit être maintenue face au caractère imprévisible du contexte stratégique contemporain (modernisation des arsenaux chinois et russes, crises de prolifération non résolues, besoins de sécurité des pays alliés, etc), sa taille idoine, en revanche, n'est pas une question consensuelle (*statu quo* post-SORT? réduction à 1000 armes déployées ?).
- Les contractions budgétaires en cours et à venir nécessitent de transformer le complexe dans le sens d'une « *National Security Enterprise* » « *safer, reliable, and cost effective* ». L'enjeu est ici de réduire la taille des sites tout en maintenant les compétences (« *deterrence is not just a weapon. It is a capability.* »)
- Un arbitrage devra être en fait en matière de sécurité du complexe, entre les ressources humaines et les solutions technologiques. Les événements récents ayant affecté la sécurité, notamment au sein des trois laboratoires nationaux, ont par ailleurs conduit à des réorganisations dans l'exploitation des sites, avec la multiplication des partenariats entre exploitants publics et sociétés commerciales (Bechtel Corporation, BWX Technologies, URS Corporation notamment).

Aux plans politique et stratégique, il faudra encore attendre la publication d'une prochaine NPR – prévue à la fin de l'année 2009 – pour connaître les grandes orientations retenues par la nouvelle administration.

AGENDA

CONFERENCES

23-24/01/2009 : 8e conférence du « *CSCAP WMD Working Group* », Bangkok, Thaïlande

29-30/01/2009 : « *Sixth Meeting of the Article VI Forum* », Middle Powers Initiative, Berlin, Allemagne

23/02/2009 : « *Gulf Defence Conference, Changing World : Emerging Threats and New Security Challenges* », Jane's Conferences, Abu Dhabi, UAE

EVENEMENTS

02-06/03/2009 : Réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA (Vienne)

13/04 – 01/05/2009 : Session 2009 de la Commission du désarmement des Nations Unies (New York)

Toute l'équipe du CESIM vous adresse ses meilleurs vœux pour l'année 2009.

OBSERVATOIRE de la NON-PROLIFERATION

Bernard Sitt, directeur (Chronique), Benjamin Hautecouverture, Chargé de recherche (conception / rédaction), Stéphane Delory, Chargé de recherche (rédaction). Contact : observatoire@cesim.fr